

Evolution du procès de travail et luttes de classe

Critique communiste — Robert Linhart, tu dirigeais au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC) la tendance althusérienne qui allait fonder l'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCml). En mai 68, tu dirigeais l'UJCml et nous nous sommes souvent heurtés. Après la crise de ton organisation, et plus généralement du courant maoïste, tu n'as pas suivi l'itinéraire de bon nombre d'anciens dirigeants maos, aujourd'hui reclassés dans la « Nouvelle philosophie » ou l'establishment intellectuel académique. Au plus fort de la vogue antiléniniste, tu publiais un livre à contre-courant : Lénine, Taylor, les paysans. Tu viens d'éditer, chez Minuit, un témoignage, l'Etabli, que nous avons tous lu et apprécié à Critique communiste. Quelle appréciation portes-tu, avec le recul, sur ton passé militant ? Comment conçois-tu à présent ton militantisme ?

● R.L. — Le moment fort de l'éclatement des organisations dites « maoïstes », on peut le situer vers 1972. De toute façon, pendant la dizaine d'années de leurs existences, nos organisations successives ont toujours vécu en crise, dès leur naissance au sein de l'UEC.

Indépendamment de toutes les secousses externes et de toutes les pressions contradictoires venues de la société, elles comportaient un élément interne de crise : notre tentative de rompre avec un mode d'action politique uniquement conçu comme accumulation primitive d'un capital de militants. Nous nous sommes emparés de ce qui nous

parvenait de la révolution culturelle chinoise pour y puiser des formes d'organisation plus contradictoires et plus instables que celles que nous avait léguées jusque-là la tradition du mouvement communiste. En tant que marxistes-léninistes, nous pensions innover radicalement du point de vue de la théorie et de la pratique de l'organisation. Nous pensions édifier un type d'organisation beaucoup plus dialectique, capable de se remettre en question, de se détruire, de se déplacer d'une base sociale à une autre, de se recomposer. Nous avons lancé contre les directions de nos propres organisations « marxistes-léninistes », puis « maoïstes », des « mouvements » qui, par leur répétition et leur ampleur, ont à la fois été des facteurs d'essor et de percées surprenantes, et provoqué des crises perpétuelles. La crise finale est intervenue entre 1971 et 1973.

Certes, d'autres organisations sont nées depuis, qui se réclament également du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Tsé-Toung. Mais il me semble que la situation d'ensemble dans laquelle elles mènent leur action et le rapport qu'elles peuvent, aujourd'hui entretenir avec la révolution chinoise, sont très différents de ce qui existait lors des vagues précédentes. Je ne parlerai donc que de la génération de militants marxistes-léninistes à laquelle j'ai moi-même participé.

Au moment de cette crise finale, le problème qui s'est posé à nous, pour autant que nous étions des professionnels de la politique révolutionnaire, passant d'une grève à l'organisation d'un « détachement » d'usine, d'un mouvement de soldats à une insurrection dans une prison, de l'organisation d'une manifestation à la rédaction d'articles de journaux, peut se formuler d'une façon simple : un problème de réinsertion dans la société. Tu connais sans doute comme moi les redoutables conséquences du fonctionnement d'individus enfermés dans un monde politiquement clos, où l'on ne connaît que des gens qui ont le même point de vue que soi, et où l'ensemble des informations passe au crible d'une grille parfaitement serrée. L'interprétation collective est presque toujours immédiate et la vision du monde, privée de ses mystères et de ses chatoiements complexes, finit par se réduire à un pauvre ramassis de stéréotypes. On voit se former un comportement schizophrénique, la construction d'une France et d'un monde rêvés qui n'ont plus que des rapports lointains avec la France et le monde réels. Le mécanisme de ce dérapage est facile à démonter : pour quelques centaines de personnes, entre 1965 et 1972. La France n'a été perçue qu'au travers de grèves, de manifestations, d'incidents qui éclataient en différents points de la société ou de l'appareil d'Etat, sans que jamais ces personnes n'aient

d'activité normale, de celles qu'on entretient tous les jours (y compris les jours sans Histoire !) dans une entreprise, un bureau, une collectivité ordinaire. L'échantillonnage de société que l'on connaît directement n'a pas de valeur quant à la représentation de l'ensemble, puisque l'on choisit toujours les endroits où cela bouge. Et comme l'on n'est jamais d'une manière suivie là où cela ne bouge pas d'une façon spectaculaire, tout un pan essentiel de la réalité échappe à la perception, et l'on a de la réalité une vision complètement déformée.

Ce problème s'est toujours posé et il a pris, sur le tard, un caractère particulièrement aigu. Au moment où j'ai travaillé dans la presse de la GP (Gauche prolétarienne). (*J'accuse*, puis *la Cause du Peuple-J'accuse*), deux lignes s'y opposaient avec vivacité. L'une s'efforçait d'établir avec la réalité un rapport qui ne fût pas complètement tronqué — ou truqué : s'il y avait une manifestation qui n'avait rassemblé que 500 personnes, dire qu'il y avait eu 500 personnes ; si une grève se passait mal, expliquer pourquoi elle se passait mal. L'autre ligne, que l'on pourrait qualifier de volontariste ou d'idéaliste, mais où s'engouffraient également les formes les plus douteuses de la volonté de pouvoir et de l'arrivisme de la petite-bourgeoisie intellectuelle, consistait à dire : nous représentons le prolétariat ; si nos camarades de la base demandent de dire qu'il y avait 10 000 personnes, il faut le dire, etc. Ce type de conflit se produisait régulièrement et nous poussait dans un cercle vicieux : les pressions volontaristes nous coupaient de ceux que nous appelions les « démocrates » ou des gens avec qui nous pouvions être en rapport, ce qui réduisait d'autant nos capacités d'appréciation de la réalité.

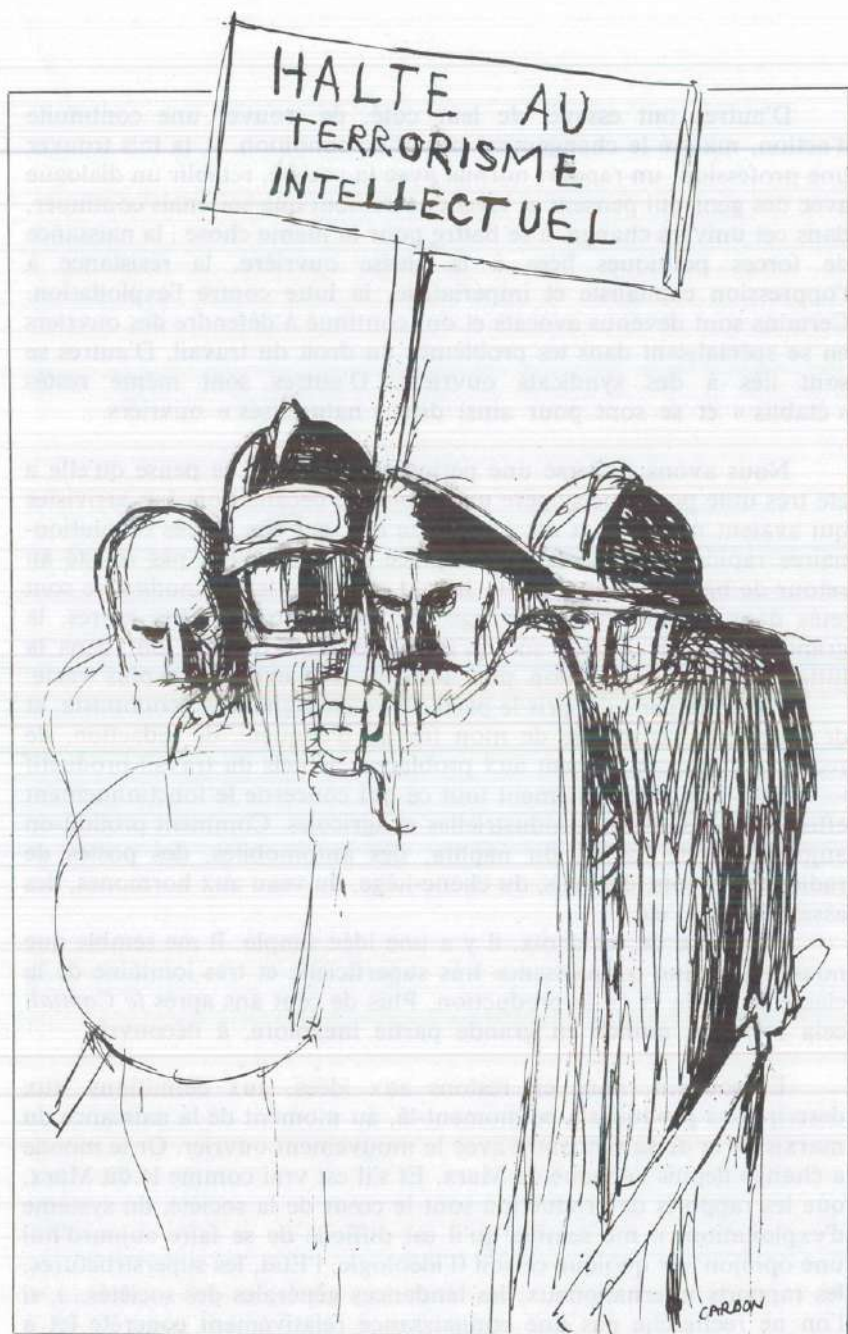
Je voudrais insister sur un point. Je décris ici ce que j'ai connu directement. Mais, à mon avis, c'est un phénomène très général. Si certaines organisations dites « maoïstes » ont porté à un degré très élevé cette capacité schizophrénique, elle me paraît être le propre de toutes les organisations d'extrême gauche. D'autres camarades ne l'exercent sans doute pas actuellement d'une façon aussi pathologique, mais il est évident à la lecture de leur presse, ou en entendant l'interprétation qu'ils donnent des événements, que l'ensemble de la réalité sociale s'y trouve réduite à une grille très faible, où il n'y a que peu de variations et où l'on peut presque toujours prédire à l'avance ce qui sera dit de telle ou telle chose. C'est ce qui rend d'ailleurs la lecture de la presse d'extrême gauche d'une tristesse absolue. De plus, il arrive souvent que les militants d'extrême gauche s'imaginent coller à la réalité en l'acceptant sous la forme institutionnelle dans laquelle notre société produit l'« actualité » (points mis en avant et construits par la

grande presse et les mécanismes journalistiques, « vie politique », voire même, comme on peut le constater ces jours-ci, « anniversaires » et autres débilités...) : en s'inclinant devant cette super structure artificielle, ils renoncent le plus souvent à explorer des champs de réalité qui n'affleurent pratiquement jamais dans l'actualité (en tant que l'actualité est un système rigoureusement limité de la représentation que la société livre d'elle-même). Il y a là, à la limite, une curieuse conjonction de la « schizophrénie » et du conformisme dont, je crois, on peut très bien faire l'analyse. Ce mécanisme, que nous avons connu de manière pathologique, continue à exister sur un mode que l'on pourrait qualifier de plus routinier, plus normal...

Ces problèmes de perception du monde et de réinsertion dans la société nous étaient en fait posés depuis longtemps, y compris du temps de notre activité de révolutionnaires professionnels. On peut toujours esquiver. Puis vient le moment où l'organisation éclate et où chacun se retrouve à l'eau : qu'il le veuille ou non, il lui faudra bien rentrer en rapport « ordinaire » avec la société. Pas toujours, à vrai dire. C'est une question de mentalité, pas seulement de profession et d'activité sociale. Et certains individus bien placés se sont trouvés une échappatoire au prix (faible pour eux apparemment) d'un spectaculaire retournement de veste. Au fond, les maîtres parleurs et autres bavards de la nouvelle philosophie continuent d'exploiter les bonnes vieilles recettes d'alors : débiter n'importe quelle élucubration à partir de bribes de réalité qu'on réduit à une grille élémentaire et qu'on incorpore à un délire artificiel (artificiel parce qu'ils sont loin d'être fous...) à thèmes uniques. Mais ces gens qui font beaucoup de bruit et remuent beaucoup de vent ne sont qu'une poignée. La grande masse des militants s'est éparpillée dans de nombreuses voies.

A partir de 1972, les stratégies des gens qui avaient participé à notre mouvement sont brusquement redevenues des stratégies individuelles. Chacun a essayé de trouver une issue, et il y a eu beaucoup de démarches différentes. Certains ont manifesté une peur panique de la vie ordinaire, du fait de retrouver un travail stable, d'avoir des obligations professionnelles ; ils se sont trouvés mille et une raison pour continuer sous une autre forme le style de vie du militant libéré des contraintes sociales communes, mais lié à quelque chose de central, d'ordre culturel ou intellectuel — tout pour échapper à la plongée dans le sort de la majorité des 53 millions de Français.

D'autres ont investi dans divers secteurs les capacités qu'ils avaient pu acquérir lors de leur période militante : animation, publicité, recherche, journalisme, psychanalyse, etc.



D'autres ont essayé, de leur côté, de trouver une continuité d'action, malgré le changement brutal de condition. A la fois trouver une profession, un rapport normal avec la société, rétablir un dialogue avec des gens qui pensent et vivent autrement que soi, mais continuer, dans cet univers changé, à se battre pour la même chose ; la naissance de forces politiques liées à la classe ouvrière, la résistance à l'oppression capitaliste et impérialiste, la lutte contre l'exploitation. Certains sont devenus avocats et ont continué à défendre des ouvriers en se spécialisant dans les problèmes du droit du travail. D'autres se sont liés à des syndicats ouvriers. D'autres sont même restés « établis » et se sont pour ainsi dire « naturalisés » ouvriers.

Nous avons traversé une période très dure et je pense qu'elle a été très utile pour que s'opère une profonde décantation. Les arrivistes qui avaient misé, il y a dix ou quinze ans, sur des succès révolutionnaires rapides pour se faire une place au soleil n'ont pas résisté au retour de bâton des années 70. Ils ont multiplié les palinodies, se sont jetés dans les bras de la bourgeoisie. Bon débarras. Les autres, la grande majorité, je suis sûr qu'ils se retrouveront un jour dans la lutte, avec une conviction plus forte et une expérience plus vaste.

Pour ma part, j'ai pris le parti d'être enseignant et économiste, et de consacrer l'ensemble de mon travail d'enquête, de rédaction, de recherche, d'enseignement aux problèmes actuels du travail productif — c'est-à-dire essentiellement tout ce qui concerne le fonctionnement effectif des productions industrielles et agricoles. Comment produit-on aujourd'hui de l'acier, du naphtha, des automobiles, des postes de radio, des tricots, du maïs, du chêne-liège, du veau aux hormones, des assiettes, etc., etc.

A la base de ces choix, il y a une idée simple. Il me semble que nous avons une connaissance très superficielle et très lointaine de la classe ouvrière et de la production. Plus de cent ans après *le Capital*, cela reste un monde en grande partie inexploré, à découvrir.

Et souvent, nous en restons aux idées, aux définitions, aux descriptions produites à ce moment-là, au moment de la naissance du marxisme et de sa rencontre avec le mouvement ouvrier. Or le monde a changé depuis l'époque de Marx. Et s'il est vrai comme le dit Marx, que les rapports de production sont le cœur de la société, du système d'exploitation, il me semble qu'il est difficile de se faire aujourd'hui une opinion sur quoique ce soit (l'idéologie, l'Etat, les superstructures, les rapports internationaux, les tendances générales des sociétés...), si l'on ne recherche pas une connaissance relativement concrète (et à

jour) des rapports de production. De la façon réelle dont les hommes produisent des objets.

Principalement, je fais cela avec une méthode que j'ai expérimentée depuis assez longtemps (depuis 1964), celle de l'enquête, sous des formes diverses. Je pense qu'il est indispensable de maintenir et d'approfondir un rapport direct avec le monde réel de la production, et qu'aucune lecture, ou effort de documentation ne peuvent suffire pour en donner une connaissance tant soit peu adéquate. Mes travaux les plus récents sont une enquête sur les transferts de technologie en Algérie en 1974, une participation à la réforme agraire dans le sud du Portugal en 1975 (où j'ai travaillé un certain temps avec les équipes des Centres régionaux de réforme agraire qui aidaient à l'expropriation des « latifundiaires » et à la formation d'unités collectives de production gérées par les travailleurs agricoles), et la mise sur pied, en liaison avec des organisations syndicales françaises, d'enquêtes et de cours sur l'organisation du travail, destinés aux ouvriers (en particulier dans l'automobile, la pétrochimie et l'industrie du ciment). Par ailleurs, j'enseigne à l'Université de Vincennes et, de façon intermittente, pour le personnel de l'INSEE. J'espère que ces quelques indications politiques et professionnelles sur mon fonctionnement actuel répondent à peu près à ta question.

— **En ce qui concerne ces questions du processus productif, des changements très importants sont intervenus ces dix dernières années — changements souvent méconnus, sous-évalués, mal compris. Peux-tu en indiquer ici les grandes lignes ?**

● R.L. — Je voudrais d'abord m'arrêter sur un point que tu soulèves et qui me paraît en effet important : la difficulté de connaître ces changements et, plus généralement, la difficulté de connaître le processus productif. Cela peut sembler tout à fait étrange, mais si l'on suppose quelqu'un qui voudrait donner à un public que cela intéresse (des étudiants par exemple) une documentation sur la façon dont on produit en France, disons les textiles (la taille des productions et des unités de production, le procès de production lui-même, comment le travail est décomposé, l'organisation du travail entre les différentes entreprises et à l'intérieur de chacune, la description des machines et des gestes...) il n'y parviendra pas. J'ai eu moi-même ce problème et je n'ai pu le résoudre que très imparfaitement. Il est pratiquement impossible de trouver des ouvrages simples, descriptifs et (j'insiste sur ce point) globaux sur les grandes branches de la production, sur le

processus complet par lequel on passe d'une matière première à un objet fini.

Evidemment, il existe une énorme littérature de « sociologie du travail », mais justement il y manque toujours cette analyse globale du procès de production (sans doute parce qu'on suppose que cela relève d'autres disciplines : économie, technologie... Mais les économistes ne prennent pas en compte la réalité concrète des procès de production, et les études technologiques sont à la fois trop spécialisées et trop cloisonnées pour donner une vue d'ensemble).

Ce qui se passe, c'est que les chercheurs montent en épingle un certain nombre de postes de travail, ou de situations de travail, très typés, sur lesquels on accumulera descriptions, analyses, raisonnements, au détriment d'une perception et d'une analyse globale de la force de travail qui concourt à une production déterminée. Prenons un exemple dans la sidérurgie. On soulignera les changements intervenus dans le travail. On parlera ainsi du travail du « lamineur ». Jadis, on prenait les barres de métal en fusion à la main, à l'aide de pinces. Puis, cela a été automatisé.

Aujourd'hui, c'est informatisé. Il y a eu trois générations de laminoirs, etc. Bon. Aujourd'hui, un lamineur, c'est un ouvrier qui tient un poste de contrôle, en général en 3 x 8, qui maîtrise une énorme installation, et qui a un travail en grande partie intellectuel — ou du moins qui n'est pas basé sur l'effort physique. En revanche, on insistera à juste titre sur la dépense nerveuse, sur l'usure et le dérèglement qu'entraîne le travail posté, etc. Mais dès qu'on laisse entendre que c'est là l'évolution globale du travail ouvrier, et que les « anciennes » formes de production basées sur la surexploitation de l'effort physique et le contrôle direct des mouvements tendent à s'effacer dans les industries les plus modernes, on décroche par rapport à la réalité du procès de travail, qui reste beaucoup plus complexe et inégal qu'on ne l'imagine souvent. Or on trouvera de nombreuses études par exemple sur le travail posté du lamineur ou sur le travail posté de l'opérateur en pétrochimie, ou sur un certain nombre de travaux ouvriers particulièrement typés. Mais l'encombrement des études sur ces genres de cas a un côté dérisoire quand on ne prend pas la précaution préalable de vérifier de quelle façon la reconstitution du procès de production a produit d'autres types d'ouvriers, souvent relégués dans des tâches de manœuvres, d'autres types d'entreprises, satellites des grandes industries, d'autres types de concentration de forces de travail (sites, zones industrielles, zones industrialo-portuaires, chantiers géants, etc.).

On ne peut éluder ce point de vue d'ensemble si l'on veut percevoir les changements réellement intervenus dans le travail ouvrier. Souvent, ce qu'on a enlevé de tâches physiques à l'un, on l'a refilé subrepticement à l'autre, mais dans la semi-obscurité des accords de sous-traitance ou des contrats de régie. Les énormes rouleaux de laminoir ne se démontent pas eux-mêmes, les cuves géantes et les colonnes de distillation ne se nettoient pas par une opération du Saint-Esprit. L'usine presse-bouton sur laquelle on entend discuter à tort et à travers n'est qu'un trompe l'œil, le bout émergé de tout un iceberg. Pour connaître vraiment le processus productif, il faut entrer dans l'ensemble de toutes les entreprises de toutes les personnes, de toutes les collectivités ouvrières qui participent à la production d'un produit ou d'un ensemble de produits. On découvre alors un système de production de plus en plus complexe, avec ses ramifications, la sous-traitance nationale, la sous-traitance internationale, les travaux en régie, le travail temporaire, l'interpénétration des firmes, des capitaux, des unités de production. On découvre qu'il est de plus en plus difficile de suivre à la trace un produit et de délimiter les frontières d'une production déterminée. C'est le premier obstacle, et il est de taille. Avant même de dire : *« Voilà, on va étudier les transformations qui sont intervenues dans la pétrochimie, dans la sidérurgie ou dans la production de l'aluminium »*, il faut tenter de délimiter ce que cela représente comme champ d'examen concret, faute de quoi on s'imaginera qu'il suffit de prendre la liste des postes de Sacilor pour savoir comment on produit de l'acier. Ce qui est complètement faux. Il y a des tas d'autres boîtes qui participent à la production de l'acier : AVS (« A votre service »), la SOMAFER, SKF, la SPIE Batignolle, des boîtes grandes, petites, des boîtes spécialisées, des boîtes de manœuvres, des boîtes classées non dans la sidérurgie mais dans la mécanique, le bâtiment, la chaudronnerie, l'électricité, les transports, la location de main d'œuvre, l'ingénierie, etc. Des dizaines et des dizaines d'entreprises.

La première difficulté est donc là. Elle tient au caractère de plus en plus complexe du procès de production. Pour être rigoureux, d'ailleurs, il faudrait tenir compte de l'ensemble des opérations de production, de services, d'ingénierie qui se font à l'étranger. Si l'on veut par exemple examiner un empire pétrolier, il faut évidemment y incorporer un vaste système de transports.

L'actualité vient de montrer un fragment de cette réalité, le transport du pétrole par les flottes de complaisance. Les armateurs de complaisance qui affrètent les cargaisons de grandes compagnies multinationales, emploient des bateaux usés jusqu'à la limite qu'on

peut parfois qualifier de « bidonvilles flottants » et où travaillent, dans des conditions épouvantables, des sous-prolétaires recrutés dans le Tiers-Monde sur des contrats draconiens. Vous avez là des véritables négriers qui sous-traitent le transport de la Shell, comme cela vient d'être mis en évidence par la catastrophe de l'Amoco-Cadiz. C'est aussi vrai pour Exxon, BP, ou pour les flottes de minéraliers, et pour toutes sortes d'autres transports. Comme il y a eu une catastrophe, les journaux en ont un peu parlé dans le cas de la Shell. Quand il n'y a pas de catastrophe, personne n'en parle. Ce qui fait qu'en général, les gens gardent une vue mythologique : la Shell, c'est une grande entreprise, avec une aristocratie ouvrière, etc. Mais les malheureux matelots de Hong-Kong, de Formose ou de Singapour, qui sont trimballés sur d'immenses tombeaux flottants avec des cargaisons de 200 000 ou 500 000 tonnes de pétrole concourent autant à la formation du profit de la Shell, comme les manœuvres immigrés qui entretiennent dans des conditions très dures les installations de raffinage, et bien d'autres encore que l'on n'évoque jamais quand on fait visiter une raffinerie au public ou qu'on décrit les travaux du pétrole dans une brochure. Or tout ce système est extrêmement développé, aussi bien pour le transport, que pour le nettoyage, l'entretien, des fabrications dérivées, etc.

Il y a une deuxième difficulté. C'est que le monde de la production, à supposer même qu'on ait réussi à délimiter à peu près convenablement l'objet de l'étude, ne se pénètre pas très facilement. Ceux qui en ont la connaissance la plus directe sont les gens qui en sont partie prenante. D'une part les capitalistes, d'autre part les ouvriers. Et puis tous ceux qui concourent à la production : ingénieurs de fabrication, cadres, etc. Tous ces gens ont un rapport direct avec la production. Le management de Sacilor sait à peu près comment on produit de l'acier, peut définir sa stratégie, connaît les postes qu'on va réorganiser, les fonctions qu'on va « sortir » de l'entreprise et mettre en sous-traitance, l'évolution de la politique en matière de personnel ou d'approvisionnement, ou du rythme de production ; il sait d'où l'on vient, où l'on va, il confronte avec Usinor, etc. Mais, comme tu le sais, c'est un monde extrêmement clos. Le CNPF, le patronat, les aciéristes, les maîtres des forges ont une solide réputation de discrétion. Par exemple, il y a un contrôle global du patronat de l'acier sur les syndicalistes, par un système de fiches de police, de pool de renseignements, et par une analyse très serrée de l'évolution de la mentalité de la main-d'œuvre. Bien sûr, tout cela se fait à huis-clos.

A l'intérieur du patronat et des hautes sphères du management, l'information circule. Les patrons voyagent, visitent, étudient ce qui se fait aux Etats-Unis, au Japon ou dans les pays scandinaves. Ils se tiennent au courant. Ils entrent dans le détail des difficultés ou des blocages de chez Volvo ou des réussites de chez Toyota. Mais tout cela reste, en tant que système cohérent, à l'intérieur du monde patronal. Parfois, on en voit sortir une application en un point quelconque et on apprendra par hasard que l'innovation est le fruit de ces échanges d'expériences. Par exemple, à la Radiotechnique de Rambouillet (groupe Philips), un patron est revenu du Japon enthousiasmé par une pratique locale : donner des badges aux ouvriers dits « de qualité », ceux qui font un pourcentage d'erreurs inférieur à une limite donnée et qui atteignent certaines cadences. Dans cette entreprise, on fabrique des auto-radios, avec un personnel principalement féminin, aux tâches strictement taylorisées. Les ouvrières ont à planter des fiches dans des circuits imprimés venus de Taïwan ou d'ailleurs et, en principe, le seuil minimum d'erreur est de trois erreurs pour dix mille opérations, ce qui exige un effort visuel extraordinaire. Maintenant, les ouvrières qui ne dépassent pas les trois erreurs ont donc un badge et une petite prime. C'est un moyen de les opposer les unes aux autres. Naturellement, on ne trouvera pas dans le public une étude expliquant que cette entreprise a décidé d'appliquer les méthodes japonaises. Il y a donc un ensemble d'analyses et d'informations qui circulent à l'intérieur du patronat, dont les ouvriers perçoivent les effets au niveau de l'application et dont les gens de l'extérieur ne peuvent prendre connaissance que s'ils entrent en contact avec des gens qui travaillent dans l'entreprise.

Les capitalistes étudient donc les procès de production et échangent des connaissances entre eux, mais cela ne sort guère du milieu, sinon sous la forme d'applications pratiques.

Et puis il y a une autre grande catégorie de gens qui connaissent les procès de production, ce sont les ouvriers. Leur connaissance est naturellement beaucoup plus profonde (si l'on mettait 500 ingénieurs de Philips à la production à la Radiotechnique, cela ne donnerait rien, en tout cas pas des postes de radio !) mais en même temps elle est plus parcellaire. Les ouvrières sont cantonnées à un poste sans savoir ce qui se passe ailleurs. Presque partout, le patronat peut dire à tel ou tel groupe d'ouvriers ou d'ouvrières que leur cas est « à part ». Il leur est très difficile, à eux ouvriers, de recomposer l'ensemble du procès de production et d'ailleurs on n'a guère le temps de s'occuper de cela quand on travaille huit ou dix heures par jour. Il y a là un gigan-

tesque potentiel de connaissance pratiquement inexploré, en friche. Bien sûr, il y a les organisations syndicales. Mais quand les syndicalistes se réunissent, ils ont tant de problèmes à résoudre qu'ils ne trouvent en général pas le temps de s'atteler d'une façon systématique à celui-là. Il faut insister, à ce sujet, sur le fait que le patronat happe de plus en plus, depuis 1968, les syndicalistes dans des mécanismes de négociation, de commissions, de concertation, de formation, etc. qui dévorent la plus grande part de leur temps, de leurs heures de délégation ou de leurs journées de permanents. Cette dissolution du temps des syndicalistes fait qu'ils ont souvent du mal à décrire d'une façon concrète ce qui se passe dans les entreprises, non par mauvaise volonté mais en raison de cette politique délibérée d'absorption vers le haut menée par le patronat, et qui est une forme subtile de politique d'usure. Du côté syndical, il n'y a donc pas non plus de mise en valeur systématique des filières de connaissance du procès de production. L'inégalité de l'implantation syndicale constitue un obstacle supplémentaire à une vue d'ensemble.

Si on admet que les gens qui sont dans le procès de production s'abstiennent, pour une raison ou pour une autre, de communiquer systématiquement à l'extérieur les informations sur la production, ou n'en communiquent que des bribes, d'où peuvent venir ces informations ? Je sais bien que tout cela n'empêche pas les universitaires et ceux qu'on appelle les chercheurs de produire une montagne de textes sur le travail, la production, les industries. Mais on peut facilement constater qu'il y a là un processus cumulatif, qui s'auto-nourrit en fonction de nécessités professionnelles. Chacun écrit d'abord sur ce qu'ont écrit les autres et les livres dévorent et transforment essentiellement des livres, non des expériences et des connaissances directes. De sorte qu'il y a une disproportion gigantesque entre le volume d'ouvrages qui s'impriment et la quantité modeste d'informations concrètes qui circulent.

Bref, si l'on veut y comprendre quelque chose, je pense qu'il n'y a pas d'autre issue que d'y aller voir soi-même et de recouper patiemment les connaissances les plus directes possibles. Aller voir les lieux de production, parler aux ouvriers, aux hommes d'affaires, aux ingénieurs, travailler quand on le peut en liaison avec des ouvriers, voire participer directement à la production. Ce travail patient pour cerner le plus concrètement possible la réalité, c'est ce que j'appelle « faire des enquêtes ».

Je voudrais faire une dernière remarque sur l'urgence de cette méthode. Il me semble que nous entrons dans une période où la

dissimulation des réalités de la production par le système de propagande et d'« information » de la bourgeoisie a des caractéristiques plus subtiles que par le passé et, de ce fait, plus efficaces, plus dangereuses. Le patronat est en train de passer, depuis quelques années déjà, à une politique d'« ouverture » et d'« image de marque ».

Il y a une quinzaine d'années, les usines étaient un monde fermé, et il fallait être à l'affût des témoignages. Aujourd'hui, elles feignent de s'ouvrir dans une certaine mesure. Le patronat est progressivement venu à l'idée qu'il est plus intéressant de faire venir des délégations ou des groupes, et de montrer des choses choisies, plutôt que d'imposer un mur de silence.

On voit donc se développer une politique systématique de visites d'usines, de films publicitaires plus ou moins avoués (parfois diffusés sous couvert de journalisme, par exemple à la télévision), d'expositions et de moyens divers d'imagerie qui, par exemple, nourrissent aujourd'hui une campagne comme celle de la « revalorisation du travail manuel » à la Stoleru. C'est une stratégie délibérée qui, loin de mettre un terme à l'absolutisme, ou totalitarisme interne à l'entreprise, ne fait que le perfectionner. L'archipel Citroën, en France, est un univers totalitaire, policier, où la présentation des choses, quand elle est dirigée vers l'extérieur est systématiquement encadrée et orientée par une propagande grossièrement mensongère. Le CNPF a d'ailleurs édité, à l'usage des seuls patrons, une brochure sur les visites d'usine. On y indique comment organiser les visites, comment les composer, comment accueillir les visiteurs et comment produire l'effet voulu, la « bonne image ». C'est très précis, jusqu'au rythme de la promenade et au meilleur type de circuit. Détail amusant : il importe que l'itinéraire pour arriver à l'usine soit parfaitement jalonné. Autrement, apprend-on, les visiteurs risqueraient d'« errer » dans les rues « Maurice-Thorez » ou « Henri-Barbusse » de banlieues inhospitalières, ce qui ne manquerait pas de les indisposer...

On va donc peut-être vers des méthodes plus astucieuses d'obscurcissement du procès de travail, qui permettront aux patrons de « montrer » l'intérieur des usines. Pas toutes. Aujourd'hui, par exemple, on ne peut visiter Renault-Billancourt mais on peut visiter Renault-Flins. Il est vrai qu'on visite au pas de course et qu'il est impossible de se rendre compte de la cadence d'une chaîne quand on traverse un atelier en deux minutes. En outre, on ne fait pas visiter les ateliers de grandes presses, les fonderies, les salles de peinture... Mais surtout, pour nombre de productions, montrer la grande entreprise

centrale, c'est donner un aperçu tronqué de l'enchevêtrement des travaux qui mènent au produit final. On fera visiter une salle de contrôle de raffinerie mais jamais on n'emmènera les visiteurs faire la tournée des petites boîtes de sous-traitance, de régie, de négriers qui, parfois, fournissent des milliers de personnes à l'entreprise. Tout récemment un accident grave est intervenu à l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix : les quatre victimes étaient des immigrés, travailleurs intérimaires. On a là un des moyens par lesquels le taux d'accident des grandes industries est artificiellement minoré dans les statistiques : les gens qui travaillent manuellement dans la structure sont de moins en moins employés directement par l'entreprise, mais par des sous-traitants ; les accidents qui les touchent apparaîtront éparpillés dans diverses entreprises de transports, de bâtiment, de chaudronnerie, de métallurgie.

Il est très important d'avoir tout cela en tête pour comprendre que personne ne peut assurer tout de go aujourd'hui ; *« voilà je vais vous expliquer le procès de travail et de production dans la sidérurgie, l'automobile, le textile... »* C'est très difficile. On est obligé de tâtonner. Souvent de faire des détours par l'étranger.

Je ne dis pas cela pour éluder ta question, mais pour essayer de montrer les limites et les lacunes que comporte toute réponse. Ces réserves faites, il me semble qu'on assiste dans l'ensemble, avec beaucoup d'inégalités et de formes complexes, à une tendance qui a pris naissance d'abord dans les industries de processus...

— C'est-à-dire ?

● R.L. — Au XVIII^e ou au XIX^e siècle, quand on produisait un objet à l'échelle industrielle, il fallait que l'homme s'empare de la matière première, la travaille directement et produise un objet qui passait d'une façon discontinue par les différentes étapes de la division du travail. Avec le développement de la chimie, de la carbo-chimie, de la pétrochimie ou de la sidérurgie, on se trouve face à des unités de production qui ne correspondent plus à ce schéma, issu de l'artisanat et de la concentration d'anciens métiers. Ces unités de production d'un type nouveau sont l'agrandissement à l'échelle réelle de filières qu'on a réalisées en laboratoire. Qu'est-ce qu'une unité chimique ? C'est la reproduction, à échelle industrielle, de cornues, d'éprouvettes, de mélanges : la réaction est la même, mais on passe de quelques grammes à des milliers de tonnes. Lorsque les expérimentations chimiques en laboratoire se sont avérées concluantes, on passe à la construction et à l'édification des installations industrielles.

Qu'est-ce que cela va donner comme travail ouvrier ? Deux types de travail. D'abord un travail de contrôle et de surveillance, par lequel on provoquera et on suivra, à l'échelle industrielle, les mêmes processus que ceux que l'on a expérimentés en laboratoire. Ensuite un travail d'entretien de l'ensemble industriel lui-même, fait de tours, de cuves, de pipe-lines, de vannes, de réseaux électriques, d'infrastructures de métal, etc. On l'oublie parfois, mais il est évident que la main humaine n'est jamais absente d'une installation automatisée. Les deux types de travail sont aussi indispensables l'un que l'autre.

La politique ouvrière du patronat est très différenciée pour ces deux types de travail. Il y a une tendance de plus en plus grande à « sortir » de l'entreprise tout ce qui n'est pas activité de contrôle : toujours le nettoyage, presque toujours les transports, souvent l'entretien et les expéditions. On a même assisté à certaines tentatives patronales pour tout « sortir », c'est-à-dire pour mettre des intérimaires en fabrication. Mais là, il y a eu une résistance syndicale extrêmement dure, et les tentatives ont tourné court.

Les patrons prétendent que la division de ces deux types d'emplois (emploi direct par l'entreprise pour la « fabrication », c'est-à-dire le contrôle ; sous-traitance ou régie pour le reste) ont leur origine dans les contraintes technologiques. C'est faux. On peut planifier les travaux d'entretien et amortir les irrégularités avec un emploi stable.

Du point de vue de la stratégie de lutte de classe, cela offrirait évidemment beaucoup moins d'avantages au patronat. Mais rien n'empêche de concevoir des « pools » d'entretien, de nettoyage, de transport et de manutention fonctionnant de façon souple mais composés d'un personnel permanent de l'entreprise, sur le même plan que le reste du personnel. D'ailleurs, dans d'autres systèmes sociaux de production, l'ensemble de ces tâches incombe au personnel normal de la raffinerie. C'est l'un des problèmes du transfert de technologie entre l'Italie et la Pologne, par exemple : quand l'Italie vend une raffinerie clefs en main à la Pologne, il sera difficile de faire une transposition d'effectifs et de productivité puisque le personnel polonais de la raffinerie effectue directement toutes les tâches sous-traitées par le patronat italien.

Dans nos pays, la politique capitaliste vis-à-vis de ces deux types d'effectifs ouvriers est bien différente, et le patronat s'efforce de consolider cette différenciation en jouant sur les divisions au sein de la classe ouvrière. Vis-à-vis de la classe ouvrière centrale (le personnel permanent de l'aciérie Sacilor ou de la raffinerie Shell) la stratégie capitaliste vise principalement une certaine forme d'intégration. Cela

ne veut pas dire que le patronat ne se heurte pas à la classe ouvrière et aux syndicats. Les ouvriers de fabrication mènent des luttes parfois dures. Mais il y a quand même une politique patronale qui vise à associer dans une certaine mesure le collectif ouvrier stable aux responsabilités de l'entreprise. De ce point de vue il y a un énorme effort idéologique qui n'est pas sans résultats. Dans les raffineries, on entend souvent parler du « métier de raffineur », dans un sens étroit. « *Nous, nous sommes des raffineurs* », entend-on (sous-entendu : du PDG à l'ouvrier en salle de contrôle), « *nous ne sommes ni des transporteurs, ni des balayeurs ; il est normal qu'on sous-traite tout cela* ». De même, on dira dans une cimenterie : « *nous, nous sommes des cimentiers* », dans la sidérurgie : « *nous, nous sommes des aciéristes...* », etc. Il n'est pas rare que ces expressions utilisées par les directions patronales pour justifier tous les démantèlements, soient reprises et intériorisées par des ouvriers.

Le problème, c'est qu'on ne sait plus très bien, dans ces industries de processus, ce que « produire » veut dire. Prenons un exemple. On a une unité d'une capacité de 100 000 tonnes d'éthylène. Pour une raison ou pour une autre (manque de marché) cette unité ne produit que 50 000 tonnes d'éthylène. Un beau jour, on dit : « *il faut passer à 100 000 tonnes* ». Les gars tournent un certain nombre de manettes et, d'une heure à l'autre, la production passe à 100 000 tonnes. Evidemment dans l'automobile, ce ne serait pas possible. Le fait ici, qu'il puisse ne plus y avoir de rapport direct entre les gestes et le volume de la production crée un rapport particulier à la production, différent de celui qui existe dans les industries classiques. Bien sûr, il y a les tâches d'entretien, qui sont plus proportionnées aux dimensions. Mais justement, le fait de « sortir » ces activités de l'entreprise creuse encore plus la distance entre le volume de production et les occupations de la force de travail. Nombre de travaux compliqués et fatigants physiquement sont sous-traités. Si l'on veut saisir le rapport, qui reste toujours étroit, entre la force de travail et le volume de la production, il faut donc prendre en compte l'ensemble.

J'ai parlé, en ce qui concerne la classe ouvrière « centrale » de ces industries, d'intégration. Il ne faut pas s'imaginer qu'elle se fasse facilement. Les gens continuent à défendre leurs intérêts, qui ne sont pas ceux du patron. L'un des problèmes majeurs dans le travail de contrôle, par exemple, c'est qu'il se fait en postes, ce qu'on appelle les 3 x 8. Les ouvriers travaillent selon trois horaires différents, constamment modifiés, et on sait que cela a de terribles conséquences nerveuses et physiologiques, l'organisme étant incapable de s'adapter

aux changements incessants d'horaires de sommeil et de repas (l'ulcère d'estomac est la maladie des « postés »). Il y a là un ferment de mécontentement et, tout récemment, il y a eu d'importants mouvements de grève dans les industries de processus contre le travail posté. C'est l'une des raisons pour lesquelles on mène ici ou là des études pour voir comment on pourrait mettre un terme au travail posté d'ici une vingtaine ou une trentaine d'années.

Pour le moment, le patronat prétend que le travail en continu 24 h sur 24 est, dans ces industries, une nécessité technologique. Il y a donc des conflits, de nombreux points d'affrontements (sur les salaires, les coefficients, les carrières, les éléments de qualification, la sécurité, etc.), et l'on ne peut définir cette classe ouvrière « centrale » comme une aristocratie ouvrière complètement intégrée, malgré certaines caractéristiques de son idéologie (« le métier de raffineur », « le métier de sidérurgiste »...). Mais il y a un point sur lequel elle présente certains aspects d'« aristocratie ouvrière » : elle prend très peu en charge les intérêts des autres couches de la classe ouvrière incorporées au même processus de production, toute la poussière des petites boîtes de sous-traitance, de régie et d'intérim. Or c'est là que l'on trouve les fractions les plus défavorisées et les plus exploitées de la classe ouvrière — immigrés, femmes, étudiants contraints de travailler. C'est là que l'on trouve les travaux les plus dangereux et la répression la plus forte. Souvent, il n'y a aucune possibilité de se syndiquer et les conditions de travail paraissent sortir tout droit du XIX^e siècle. La seule force qui pourrait prendre en charge actuellement d'une façon efficace la défense des intérêts de ces couches, c'est la classe ouvrière centrale qui, elle, a les moyens d'arrêter la production et d'imposer de nouvelles règles. Or, dans l'ensemble, on constate que la classe ouvrière centrale ne prend que faiblement en compte ces catégories « périphériques ». Le plus souvent, les ouvriers « centraux » ne savent même pas ce qui se passe dans le monde de la sous-traitance, sur leur site. Pour eux, il s'agit d'un autre type de travail, fait par un autre type d'ouvriers (souvent des immigrés) ; il est difficile d'en tenir le compte exact, de savoir qui les emploie. On fait un grand nettoyage ou une importante opération d'entretien ? 400 types déboulent, dont 350 intérimaires. Ils restent là un mois puis disparaissent. Que deviennent-ils ensuite ? nul ne le sait...

Ce qui est très inquiétant, c'est que cette politique, systématique dans les industries de processus, tend à s'étendre dans toutes les branches de la production industrielle. Cette gestion différenciée de la

classe ouvrière présente de tels avantages pour le patronat qu'on la voit maintenant se développer dans des industries où on ne peut même plus la justifier par des arguments technologiques. Dans le textile, dans l'automobile, etc., on fait la même chose. L'exemple japonais montre la voie : en évidence, la classe ouvrière centrale incorporée à un système paternaliste intense ; autour, une toile d'araignée de sous-traitants, d'immigrés coréens ou autres, qui participent à la production mais n'existent pas socialement. C'est d'ailleurs l'exceptionnel développement de ce système au Japon qui explique en grande partie les chiffres records de productivité qui fascinent tant les patrons occidentaux : Toyota paraît employer deux fois moins de gens que Renault pour le même nombre de bagnoles. Mais en fait, si on compte tout le monde et qu'on englobe le système de sous-traitance, les chiffres de productivité sont beaucoup plus comparables. Il faut se méfier de certaines visions mirifiques du Japon qui reposent sur ce genre de trompe l'œil.

L'expérience des industries de processus, les exemples étrangers comme le Japon, le durcissement de la politique gouvernementale à l'égard des immigrés et des vacataires, sont autant d'éléments qui encouragent le patronat à s'engager dans une politique de division structurelle entre une classe ouvrière relativement stable, avec laquelle on essaye de s'arranger (création des « carrières », négociations avec les syndicats) et toute une population pour laquelle l'argument essentiel reste le licenciement, la matraque, l'expulsion quand il s'agit d'immigrés. Les exemples de cette politique abondent. Dans le textile, la sous-traitance connaît un énorme développement, avec ses cas les plus extrêmes : de tout petits ateliers clandestins (vingt Yougoslaves ou Turcs sans papiers, travaillant douze heures par jour dans une cave...) qui prennent en sous-traitance les travaux de boîtes importantes. Mais même dans le grand secteur public (Houillères, EDF, PTT) il y a une politique en ce sens. Tout récemment, un grave accident est survenu en plein Paris, avenue de Latour-Maubourg. Un groupe d'ouvriers travaillait à installer des fils téléphoniques enterrés et on n'avait pas fait de soutènement. Un bloc de béton est tombé : deux morts (des ouvriers portugais). Ces ouvriers installaient le téléphone : ils travaillaient donc pour les PTT. Mais immédiatement les PTT ont dit : « *Ce n'est pas nous, il s'agit d'une entreprise sous-traitante* ». Imaginons même que l'on mette en prison le PDG de l'entreprise en question (ce qui ne s'est pas fait) : les PTT s'en foutent. Il est évident pourtant que le travail des PTT implique l'installation des fils. De même, dans les Houillères, on sous-traite l'abattement. Il

n'y a pas longtemps, un ouvrier turc est mort sur le front de taille, écrasé par un bloc de charbon : il était employé par une entreprise sous-traitante, il n'était pas considéré comme un mineur. Pourtant, qu'est-ce qui peut être plus considéré comme un travail de mineur que l'abattage du charbon sur le front de taille ?

C'est comme cela que le patronat arrive à casser des avantages que des pans entiers de la classe ouvrière avaient conquis. Renault, même chose. On commence à sous-traiter la sellerie. Que font les femmes employées dans les ateliers de sellerie ? Elles font des travaux de couture. Pourquoi ne pas les faire faire par des petites boîtes de couture de la région ? C'est ce qui se passe à Sandouville. Résultat immédiat : les filles qui vont faire les housses de voitures perdent les avantages de chez Renault et pourront être payées au SMIC. Cela peut aller très loin. On peut sous-traiter beaucoup de choses, démanteler complètement des usines et des ateliers. En Italie, cela paraît être systématique.

On voit donc la politique de gestion différenciée de deux fractions principales de la classe ouvrière se développer bien au-delà du type de production qui paraissait s'y prêter le plus pour des raisons technologiques. Si l'on veut être complet, il faut tenir compte du fait que, dans la logique patronale, cela ne se passe pas seulement à l'intérieur des frontières. De même que l'on peut installer des machines à coudre à domicile, de même on peut faire des tee-shirts à Hong-Kong. Quand une direction patronale a tous les éléments en main, elle choisit le système le plus avantageux à une échelle qui peut être mondiale. C'est là un système en cascade fait d'interprétation, d'échanges, d'accords de sous-traitance, et par lequel une partie de la production se fait à l'étranger.

Bref, à la production d'un produit français concourent souvent les ouvriers de la grande entreprise centrale, l'ensemble des ouvriers périphériques en France même, beaucoup plus mal connus, et tout un ensemble d'industries disséminées dans le Tiers Monde, fonctionnant avec des conditions de travail bien plus épouvantables encore. Cela existe au Maroc, en Tunisie, à Singapour, etc. Cela a toutes les chances de se développer dans d'autres pays du Tiers Monde dont les gouvernements veulent attirer les industries de montage ou de confection consommatrices de main-d'œuvre à bon marché. Ainsi l'Egypte a le projet de faire de la zone du canal de Suez une zone franche à cette fin.

Quand on veut avoir une idée de l'ensemble de la force de travail qui concourt réellement à la production de la plus-value pour une

production déterminée, il faut tenir compte de tout cela. C'est tout ce tissu de rapports qui définit les formes actuelles de l'organisation de la production capitaliste.

Deux remarques

La première sur les termes « classe ouvrière centrale » et « classe ouvrière périphérique ». Je les emploie par commodité, même si dans bien des cas, la classe ouvrière « périphérique » est la majorité. En réalité, il y a une assez grande diversité de situations concrètes. Le noyau stable est loin d'avoir partout le même statut. Quant à la sous-traitance, elle est fondée sur la concurrence capitaliste entre toutes les petites boîtes qui se présenteront pour travailler pour une grande firme. Plus la situation est difficile pour les PME (petites et moyennes entreprises), plus la grande entreprise va faire pression sur les marchés. Qu'est-ce qui va se passer dans la PME ? Cela peut être une entreprise de « négriers », spécialisée dans les immigrés sans papiers et les trafics de main-d'œuvre. Situation tragique de répression pure et simple, parfois organisée en rapport avec le système d'embauche de la grande entreprise. En 1971, quand un noir se présentait à l'embauche chez Berliet, on lui disait : « Pour toi, l'embauche ce n'est pas ici, mais il y a de la place chez Machin, 52 impasse Truc ». Il aboutissait chez un négrier et, de fait, se retrouvait travaillant chez Berliet le lendemain. Mais à un salaire inférieur, sans aucun droit, etc.

Il y a une deuxième possibilité : une variante du paternalisme adaptée aux PME de travail qualifié. Le patron convoque ses trente OP et leur dit : « Voilà les gars, Renault accepte de nous sous-traiter tel travail, comme il n'y a pas d'autre marché, nous devons le prendre même s'il faut travailler dix heures par jour payées huit. Si on ne le fait pas, on coule ». Il n'est pas rare de voir des ouvriers accepter une telle situation en période de crise et même, faire de la représentation dans les grosses boîtes pour trouver des marchés. Cette deuxième possibilité aboutit au même résultat : obtenir la force de travail à bas prix.

Donc un système complexe d'exploitation, mais qui recoupe pour l'essentiel le rapport entre les PME et les grandes entreprises. Là-dessus, le gouvernement a déjà annoncé qu'il avait l'intention de faire un gros effort, et qu'il le met en bonne place dans sa politique industrielle. Ce système des rapports grandes entreprises PME est sans doute appelé à un grand développement parce qu'il permet de gérer de façon fine le fractionnement de la classe ouvrière par des mécanismes soi-disant économiques. Personne ne croira que Renault est menacé de faillite par une augmentation de salaires. En revanche, les gars de

la petite boîte sont mis en demeure de s'incliner ou d'être mis en faillite. Comment une PME de 150 personnes qui sous-traite pour Dassault pourrait-elle faire plier Dassault ? C'est impossible. Sauf si, à Dassault même, les ouvriers prennent en charge les problèmes des sous-traitants. Pour le moment il n'en est absolument pas question.

C'est toute la structure des syndicats et des organisations ouvrières qu'il faudrait revoir pour recomposer des unités là où le patronat gère la division. Il faudrait des syndicats de site, des organisations inter-boîtes, etc. Pour le moment, je le répète il n'en est pas question.

La deuxième remarque, c'est que l'on reste trop souvent prisonnier de l'image de l'usine comme unité de production de base. Or, actuellement à mon avis, l'usine est en train de disparaître comme unité significative dans tout un ensemble de productions. Elle a déjà disparu en grande partie dans les industries de processus, où l'on parle de site. Pour la pétrochimie, pour les productions en continu, l'unité c'est le site. Cela se présente comme une interconnexion de nombreux procès de production, de nombreuses entreprises. L'une des perspectives pour le secteur automobile c'est la sous-traitance d'une partie de la production à l'étranger, en particulier, dans les pays de l'Est. Par exemple la Yougoslavie se spécialise dans la production de moteurs Peugeot. Un combinat sera créé qui produira disons 50 000 moteurs dont elle a besoin pour ses voitures, et elle revendra les 150 000 autres, par un accord à long terme, à la maison-mère qui pourra progressivement réduire sa production de moteurs.

Cela crée des rapports de dépendance pour le pays qui accepte cet accord (puisque'il lui faudra absolument écouler la partie disproportionnée de sa production) et cela présente l'avantage d'une source d'approvisionnement sûre pour la firme mère. De façon générale, plus on sous-traite, plus on détruit l'usine comme unité de concentration nette d'ouvriers aux mains d'un capitaliste précis, dans un lieu de production déterminé.

Ce qui est surprenant, c'est que cette évolution, pourtant visible, fasse l'objet de si peu d'enquêtes et d'analyses. Sans doute entre-t-il dans l'ignorance générale là-dessus une part de blocage idéologique. On reconnaît difficilement en France qu'il existe des sous-catégories de la population fonctionnant comme prolétariat subalterne, on a du mal à voir le rapport entre les discriminations d'âge, de sexe, de nationalité, et la structure même du procès de travail. Pourtant, c'est la réalité. Il y a un double marché du travail, où certains ont des capacités de négociation et d'autres pas, où certains ont des droits et

d'autres pas. En dernière analyse, c'est l'Etat qui garantit l'organisation de tout cela, et même les rapports internationaux par le biais de l'immigration. Le système global produit en permanence des travailleurs subordonnés pour occuper des places subordonnées dans le procès de production.

Le seul pays capitaliste, à ma connaissance, où l'on étudie cela d'une façon un peu systématique, c'est l'Angleterre. Des sociologues et des économistes, principalement de Bristol, ont fait des enquêtes (en liaison avec les syndicats ou indépendamment d'eux) sur la pétrochimie, l'automobile, le ciment, ont fait des études sur les divisions et les modes de ségrégation de la classe ouvrière en Angleterre, et sur la façon dont ces divisions s'inscrivent dans les procès de travail. On peut citer Andrew Friedman, Theo Nichols, Huw Beynon, Peter Armstrong. Ce sont des marxistes, mais qui disent qu'à s'en tenir au texte du *Capital* et aux interprétations schématiques qui en ont été données par la suite, on ne trouve pas le moyen de rendre compte de tout cela. Si on n'essaye pas de créer des outils marxistes nouveaux pour en rendre compte, on en reste à une appréciation beaucoup trop globale de la réalité, et on est incapable de rendre compte de ce qu'ils appellent les micro-réalités de la classe ouvrière. Ils critiquent par exemple Braverman, qui voit le taylorisme comme seul mode de contrôle et d'organisation du travail ouvrier ; ils essaient de définir un jeu plus complexe entre deux stratégies qu'ils nomment « autonomie responsable » et « contrôle direct ».

— Quelles sont les incidences politiques probables de cette évolution du procès de travail

● R.L. — C'est le grand problème. Mais on ne peut le traiter en considérant seulement ces deux termes. Il n'y a pas un rapport immédiat entre les transformations du procès de travail et le système politique. Si l'on veut passer au système politique, il faut tenir compte de tout un ensemble de contradictions, à l'intérieur de la société et à l'échelle internationale (en particulier le fonctionnement du système impérialiste dans ses rapports avec le Tiers Monde).

Pour la France, il faut tenir compte de toute l'évolution de la société : les mécanismes étatiques, l'administration, les contradictions régionales, les formes de domination culturelle. C'est une erreur courante de vouloir inférer directement d'une évolution du procès de production à tel ou tel type de représentation politique. Cela appauvrit considérablement l'analyse.

Ce qui est vrai, c'est que les tendances du procès de travail que je viens d'indiquer s'inscrivent bien dans l'évolution de la gestion étatique que l'on constate depuis une dizaine d'années, disons le tournant 1967-1969, la crise sociale du régime gaulliste et le départ du général. On a assisté à cette époque et dans les années suivantes à l'échec relatif d'un mode très centralisé et autoritaire de directions de l'État, qui avait fait ses preuves pour résoudre certains problèmes mais qui ne permettait plus de maîtriser certains aspects complexes de l'évolution de la société.

Au système strictement gaulliste a succédé la mise en place d'un quadrillage plus fin, utilisant des relais administratifs, idéologiques, culturels et d'un gouvernement par divisions, par lobbies, beaucoup plus souple, fondé sur la gestion des crises sectorielles au profit d'un équilibre global de l'ensemble favorable aux intérêts de la bourgeoisie. 1968 a été le moment fort de ce tournant.

1968 ? Il y a eu deux phénomènes bien distincts. Un profond mouvement de mécontentement et de révolte contre la montée du chômage, la stagnation des salaires, l'oppression dans les usines, qui a débouché sur l'immense grève ouvrière. Et un happening petit-bourgeois qui tient la vedette depuis cette époque pour les idéologues et les grands médias, et qui va être l'occasion d'anniversaires grotesques cette année. Mais l'explosion étudiante et intellectuelle a été quelque chose de secondaire qui a efficacement fonctionné comme une espèce de clignotant de la part de larges fractions de la petite bourgeoisie, disant « nous ne voulons plus vivre comme cela », et jetant dans une apparence d'extrême désordre, les jalons de changements qui sont effectivement intervenus par la suite et ont modifié (et approfondi) plusieurs aspects de la domination de la bourgeoisie.

Dans l'ensemble, la classe ouvrière a obtenu très peu de choses de son mouvement. Par contre, pour la petite bourgeoisie, cela s'est beaucoup mieux passé. Beaucoup de choses ont changé dans les mœurs, l'éducation, la politique familiale, la vie sexuelle la possibilité pour diverses sortes de sociologues et de psychologues d'aller exercer leurs talents dans différentes sphères ministérielles. On a assisté à un vaste développement du quadrillage social par la médicalisation, le « travail social », l'urbanisme, la formation permanente, la recherche, etc. qui a à la fois renforcé le contrôle d'ensemble du système sur la classe ouvrière et la population productive, multiplié les signaux d'alerte et les zones d'intervention d'une « prophylaxie sociale », et

offert des débouchés professionnels et sociaux à toute une masse d'intellectuels des « sciences humaines » dont le mécontentement avait fait tant de bruit en Mai 68.

On a assisté à une extension massive du capitalisme, du mode de production capitaliste, dans les structures de l'université et de la recherche, ainsi que de la production culturelle, qui avaient jusque-là conservé certaines caractéristiques archaïques.

Si l'on veut condenser l'appréciation, on peut qualifier Mai 68 comme une secousse de la société qui a démontré que le système étatique exagérément rigide du gaullisme ne correspondait plus aux nécessités. Ce système a été simultanément mis en question par la classe ouvrière et par la petite bourgeoisie, et même par la grande bourgeoisie qui a commencé à ne plus tellement y croire. La première conséquence politique en a été tirée dès l'année suivante. De Gaulle sentait qu'il fallait mettre en place des médiations entre un régime trop rigide et la diversité de la population. Il a pensé y parvenir par sa politique régionale. Mais d'autres appétits se mettaient en place dans le sens d'une technocratie moderne plus complexe, le référendum a été un échec et De Gaulle est parti. 1958-1969 : une période de onze ans, bien délimitée, s'achevait en fait. En un sens, on commençait à revenir à certains aspects de ce qui existait avant 1958, en incorporant certains acquis de la période gaulliste et certains enseignements de la crise.

Qu'est-ce qui avait, du point de vue des institutions politiques, fait faillite en 1958 ? Un régime gouvernemental très souple, constamment déplacé et rééquilibré par le mécanisme de la proportionnelle, des crises gouvernementales fréquentes qui permettaient à n'importe quel groupe de pression de se faire représenter et de modifier le rapport des forces politiques. Les bouilleurs de cru pouvaient faire tomber un gouvernement. A l'intérieur de la bourgeoisie, cela constituait un régime assez démocratique. Les différentes fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie avaient leur chance d'imposer telle ou telle mesure. Mais aussi de bloquer telle ou telle réforme urgente.

Ce système de la IV^e République présentait des avantages sauf en cas de crise grave. Or la France traversait au moins trois grandes crises : la crise coloniale, la crise de la concurrence européenne (le traité du Marché commun avait été signé en 1957 et on s'effrayait de la concurrence allemande) et une crise de vieillissement économique, un peu comme dans l'Angleterre actuelle. La France perdait certaines des caractéristiques des pays industriels : il y avait une trop grande part de matières premières et de produits agricoles dans ses

exportations, elle manquait de grands complexes industriels, etc. Au moment le plus chaud de cette crise, la bourgeoisie dans ses différentes fractions a pris peur et a cherché l'homme providentiel. De fait, le régime gaulliste, à partir de 1958, a réglé pour l'essentiel ces trois grands problèmes. Il a tiré la France du guépier colonial et jeté les bases d'une nouvelle forme d'impérialisme français ; il a préparé certaines des conditions de la concurrence européenne ; il a mis en place (sous l'égide de Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances) un projet d'industrialisation. En 1967 paraît « L'impératif industriel » de Stolérù et c'est l'année de pointe des concentrations, des fusions, mais aussi des faillites et du chômage. Donc une dizaine d'années de politique dure pour régler les grands problèmes, y compris en marchant sur les pieds de tas de gens. Cette politique dure a atteint ses objectifs en accumulant les mécontentements. Evidemment, elle ne permettait pas le pilotage à vue en fonction des intérêts des différentes couches. Elle a fini par sauter.

On tend maintenant à revenir à un système plus souple (gouvernement prétendu « au centre » avec des possibilités de renversements d'alliance parlementaires) mais appuyé sur un immense système de quadrillage social principalement mis en place dans les dix dernières années. Un certain nombre de caractéristiques de la IV^e République, avec un exécutif beaucoup plus fort, hérité de la V^e et le quadrillage social développé depuis 1968, qui s'est mis en place avec le concours d'une bonne partie de la génération intellectuelle « contestatrice » (qu'on aille voir dans les ministères, l'appareil culturel, les bureaux d'études, les différents systèmes d'encadrement social). Le projet Chaban-Delmas annonçait la couleur peu après 68, et on en entendra parler à nouveau. Et je pense qu'en effet tout cela se combine assez bien avec les tendances du procès de travail et de production que j'ai indiquées : une politique de division, une gestion très différenciée des forces de travail ouvrières.

— A ton avis les rejetons de 1968, les militants d'extrême gauche aujourd'hui, qu'est-ce qu'ils ont de mieux à faire ?

● R.L. — Je ne me perçois pas comme un rejeton de 1968. J'ai fait mon choix quelques années plus tôt, dans les fermes autogérées algériennes, puis dans la classe ouvrière française et immigrée, et mon adhésion au marxisme, j'en trouve la confirmation dans tout ce que j'ai vu et vécu depuis quinze ans, et non dans un moment supposé d'embrassement.

Cela dit, je ne prétends détenir aucune vérité d'ensemble et ne me sens pas en position de donner des conseils. Ce que je constate simplement, c'est qu'il manque cruellement aux forces qui se veulent révolutionnaires ou d'extrême gauche une connaissance concrète de notre société, appuyée sur des enquêtes et des liaisons avec ce qui est son cœur — le système productif. Il me semble vraiment que de ce côté il y a un manque tragique.

Dès qu'un problème politique surgit (rupture de l'Union de la gauche le 22 septembre 1977, échec électoral, etc.) on brûle gaiement l'étape des analyses de fond et des investigations pour atterrir sur quelques positions tranchées, connues, dans lesquelles on verra revenir cent fois les mêmes détails, les mêmes schémas, les mêmes événements montée en épingle. Pourtant le PC et le PS, le système syndical, ce ne sont pas des choses faciles à connaître en profondeur, dans leurs évolutions et leurs fonctions dans notre société d'aujourd'hui. Et combien de forces sociales et de zones du système sont purement et simplement ignorées !

Il est extraordinaire de voir la capacité des gens à tout expliquer à chaque instant, alors que souvent ils vivent sur des mythes et ne connaissent, pour l'essentiel, de la réalité politique et sociale, que l'image que leur en livre l'actualité institutionnelle.

Après, on s'étonne d'avoir des surprises...

Si je pouvais formuler un souhait, j'aimerais bien que les marxistes français partent à la découverte de la société française...

